

ABONNEMENT.

Saumur :	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8
Poste :	
Un an	35 fr.
Six mois	18
Trois mois	10

On s'abonne :

A SAUMUR,
Chez tous les Libraires ;
A PARIS,
Chez MM. RICHARD et C^{ie},
Passage des Princes.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annonces, la ligne . . . 20 c.
Réclames, — 30
Faits divers, — 75

RÉSERVES SONT PAIÉES

Du droit de refuser la publication
des insertions reçues et même payées
sans restitution dans ce dernier cas ;
Et du droit de modifier la rédaction
des annonces.

On s'abonne :

A SAUMUR,
Chez tous les Libraires ;
A PARIS,
Chez MM. HAVAS-LAFFITE et C^{ie},
Place de la Bourse, 8.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis con-
traire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le lundi excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en tim-
bres-poste de 25 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,

24 Septembre 1874.

SCRUTIN DE BALLOTAGE

Dimanche 27 septembre 1874.

CANDIDAT

Conservateur, Mac-Mahonien.

M. BRUAS

Vice-président du Conseil général.

Derrière M. Bruas il y a Mac-Mahon et le gouvernement de Mac-Mahon.

Derrière M. Bruas, il y a le drapeau que Mac-Mahon victorieux plantait naguère à Malakoff et relevait à Paris en abattant le sinistre emblème de la Commune.

Toute autre allégation est un mensonge.

LE DRAPEAU ROUGE.

Depuis le début de la lutte électorale, les journaux qui soutiennent la candidature de M. Maillé rentrent leurs griffes, cachent leur drapeau et font les bons apôtres.

Pour savoir ce que l'on doit penser de leurs belles phrases, il suffit de se rappeler leur attitude et leur langage, lorsque la Commune terrorisait Paris.

Pendant qu'une poignée de scélérats devenus maîtres de la capitale de la France se livraient à tous les excès d'une hideuse et sanglante orgie ;

Pendant que les incendiaires et les assassins de la Commune se préparaient à fusiller les otages, à brûler Paris, qu'ils arboraient le drapeau ROUGE, le *Patriote* qui soutient la candidature de M. Maillé s'écriait :

« QUE LE DRAPEAU ROUGE DEVIENNE LE
» DRAPEAU DE LA RÉPUBLIQUE, LA COULEUR
» N'Y FAIT RIEN, NOUS LE SALUERONS AVEC
» RESPECT ET AVEC AMOUR. »
(22 avril 1874.)

Si M. Maillé est, comme il le prétend, un Conservateur, il faut qu'il désavoue hautement le *Patriote*.

Il faut qu'il rompe publiquement avec ceux qui soutenaient la Commune et ACCLAMAIENT LE DRAPEAU ROUGE.

Électeurs des villes et des campagnes ;
Hommes de tous les partis honnêtes ;
Agriculteurs, Commerçants, Industriels,
vous qui avez besoin du maintien de la paix et de la tranquillité, sans lesquelles il n'y a plus de confiance et par conséquent plus d'affaires ;

Vous qui redoutez les révolutions ;
NE NOTEZ PAS pour le candidat du *Patriote*,
pour le candidat d'un journal qui s'est déclaré PRÊT A SALUER LE DRAPEAU ROUGE AVEC RESPECT ET AVEC AMOUR.

Le Comité conservateur.

Vu : Ch. BRUAS.

Les radicaux ont joué depuis quinze jours devant les électeurs une audacieuse co-

médie, qui n'a que trop réussi et qu'ils sont en train de continuer. Sentant combien est grande la popularité du maréchal et n'osant l'attaquer de front, ils s'efforcent de le tirer à eux et d'exploiter à leur profit cette popularité qui les gêne. Ils ont feint tout à coup un dévouement absolu pour le septennat, et présenté leur candidat comme étant le partisan zélé.

A cet effet, ils ont imaginé un raisonnement admirable : « Nous voulons comme vous, disent-ils aux électeurs, soutenir Mac-Mahon. Et même notre candidat est le seul qui veuille sincèrement le soutenir ; car Mac-Mahon, c'est le Président de la République, et M. Maillé seul veut la République. »

Ne trouvez-vous pas que c'est là une agréable plaisanterie ? Par malheur pour eux, ces nouveaux convertis, ces chauds amis du maréchal sont trop connus. Ils ont beau s'affubler d'un masque, on voit percer le bout de l'oreille radicale. Qui sont donc, je vous prie, les promoteurs, les patrons de la candidature de M. Maillé ? Ne sont-ce pas les hommes qui, au 20 novembre, ont voté contre l'établissement du gouvernement de Mac-Mahon et qui depuis lui ont fait une guerre incessante, acharnée ? Ne sont-ce pas ceux qui ont toujours repoussé les lois constitutionnelles et tous les projets d'organisation présentés à la Chambre ? Ne sont-ce pas ceux qui demandent à grands cris que l'Assemblée se dissolve sans avoir remis au maréchal les pouvoirs dont il a besoin pour accomplir le mandat de salut public dont elle l'a chargé ?

Ah ! il est vrai qu'ils veulent la République, mais ce n'est pas celle de Mac-Mahon ! Le mot est le même, la chose est fort différente. La République de Mac-Mahon, c'est la République sans les républicains ; c'est-à-dire un gouvernement provisoire, essentiellement conservateur, ferme, honnête, uniquement préoccupé de maintenir l'ordre, d'assurer la paix, et permettant à la France lasse et épuisée de se recueillir et de se re-faire pendant sept ans.

La République de M. Maillé, c'est celle de ses bons amis, les hommes du 4 Septembre ; — c'est celle de Gambetta, que M. Maillé, alors maire d'Angers, fêta il y a deux ans dans un banquet démocratique ; — c'est celle de M. Allain-Targé, qui a laissé de si vifs souvenirs à la préfecture d'Angers ; — c'est à-dire un régime de désordre, d'anarchie et de ruine que nous avons déjà essayé trois fois, et qui nous a menés toujours aux mêmes catastrophes, la première fois à la Terreur, la seconde fois aux journées de Juin, la troisième fois à la Commune. C'est pour nous préserver de cette république-là que Mac-Mahon a été porté au pouvoir. Les amis de cette république-là ne peuvent donc pas être ses amis.

Voilà pourtant par quelles manœuvres honteuses, par quelles hypocrites protestations on a trompé beaucoup d'honnêtes électeurs de nos campagnes. Voilà comment beaucoup ont en réalité voté contre Mac-Mahon, croyant voter pour lui. C'est là le secret de ce chiffre étonnant de 45,000 voix données à M. Maillé. Car on ne persuadera à personne, en Maine-et-Loire, qu'il y ait dans ce département 45,000 républicains ! Non : il y a là une méprise, un malentendu, une misérable équivoque. Il faut percer l'équivoque à jour, et dissiper le malentendu.

Défiez-vous, dirons-nous aux électeurs, des belles paroles et des grands mots. Regardez quels sont les hommes, demandez-

vous quel est leur passé : leur passé vous dira quelle confiance ils méritent.

Et quant à leur dévouement pour le maréchal, il y a un moyen bien simple de savoir ce qu'il vaut. — M. Maillé est-il décidé à voter les lois constitutionnelles ? — C'est là la vraie marque à laquelle se reconnaissent les amis, les partisans sincères de Mac-Mahon. Ceux qui répondent non, ou qui refusent de répondre et cherchent des faux-fuyants, méfiez-vous-en ! Ils veulent vous prendre pour dupes.

« Candidat du travail, de l'ordre, de la prospérité, de la paix intérieure et extérieure !... » tout cela est fort joli : mais ce sont des mots, et on sait que les grandes phrases ne coûtent guère aux républicains. Mais voterez-vous les lois constitutionnelles pour organiser les pouvoirs de Mac-Mahon ? Tout est là, et nous ne sortons pas de là.

On nous parle de proclamer des institutions définitives. — Nous nous occuperons de cela dans sept ans. Aujourd'hui, il ne s'agit pas de cela. Aujourd'hui, nous avons le gouvernement du Maréchal. Voulez-vous, oui ou non, l'organiser ? — Si vous ne le voulez pas (et les patrons de M. Maillé ont déclaré vingt fois qu'ils ne le voulaient pas), vous en imposez aux électeurs en vous disant les partisans de Mac-Mahon.

Le bon La Fontaine conte dans un de ses apologues l'histoire d'un loup radical qui, ayant surpris le mot de passe, vint frapper à la porte de la bique en disant : Foin du loup ! Mais le biquet prudent lui dit par le trou de la serrure : Montrez-moi patte blanche ! — Qui fut bien attrapé, ce fut le loup.

M. Maillé a beau crier : Vive Mac-Mahon ! il faut qu'il montre patte blanche : la patte blanche, c'est le vote des lois constitutionnelles.

Jusque-là, les électeurs feront bien de ne pas lui ouvrir.

On lit dans la Presse :

La nouvelle circulaire que M. Bruas vient d'adresser aux électeurs de Maine-et-Loire répond parfaitement aux objections qu'avait soulevées la première, et cela sans rien détruire de ce que renfermait celle-ci.

M. Bruas pense que le devoir de fortifier le gouvernement existant est le premier qui s'impose aujourd'hui à tous les bons citoyens, et que fournir au chef de l'État les moyens d'accomplir sa glorieuse tâche, doit être la préoccupation principale des mandataires du pays.

M. Bruas borne là ses engagements. Il ne fait pour un avenir éloigné aucune promesse. Il ne veut tromper personne. Pour lui, le dévouement au maréchal n'est pas un masque sous lequel il dissimule sa physionomie véritable. Le gouvernement actuel est, aux yeux de M. Bruas, une réalité. Il est superflu d'aller au-delà et de se disputer sur ce qui conviendra le mieux à la France en 1880. M. Bruas porte moins loin sa pensée ; négligeant les prévisions de l'avenir pour les nécessités du présent, il sacrifie l'incertain à l'indispensable et ne veut pas exposer la France à choir dans un puits pour avoir mieux aimé étudier les astres que regarder à ses pieds.

Nous n'avons plus à louer cette politique. Nos lecteurs savent bien que c'est la nôtre. Nous ne croyons pas que ce soit trop de six années encore pour apaiser les esprits et disposer la France à décider avec calme de ses futures destinées.

Si le langage de M. Bruas est parfaite-

ment conforme aux doctrines du plus correct septennalisme, il est également de nature à satisfaire les conservateurs et les modérés de tous les partis.

Assurément un candidat orléaniste, un candidat légitimiste, un candidat bonapartiste auraient introduit dans cette circulaire une affirmation solennelle de leurs préférence et un éloge significatif, soit de la monarchie du droit divin, soit de l'empire. Mais, au point de vue conservateur, qu'auraient-ils pu ajouter à ce langage, qu'auraient-ils pu en retrancher ? Il est irréprochable et de nature à rassurer les plus exigeants des conservateurs.

La candidature de M. Bruas doit donc réunir les voix de tous les modérés, de tous ceux qu'épouvantent les progrès du radicalisme, de tous ceux qui veulent donner au maréchal de Mac-Mahon les moyens de gouverner la France dans le sens de ses destinées, au plus grand profit de son commerce, de son industrie, de l'agriculture, pour le développement le plus prompt des ressources infinies de ce riche pays qui, après tant de convulsions presque mortelles, incline si visiblement au repos.

Chronique générale.

L'Europe tout entière est prise de l'amour des armes.

L'Autriche, la Russie, la Prusse, la France travaillent à l'instruction de leurs armées, à l'armement de leurs arsenaux.

« Si vis pacem, para bellum, »

a dit un auteur latin.

S'il a dit vrai, nous sommes assurés d'une longue paix.

Néanmoins il serait imprudent de se bercer de trop douces illusions ; aussi prétenons-nous une oreille attentive à toutes les rumeurs qui circulent dans l'Europe.

Ce qu'il y a de certain, c'est que la Prusse est maîtresse de la situation.

Elle a ses plans de campagne tout préparés en vue des éventualités les plus complexes, et il ne faudrait pas s'étonner de la voir tenir tête à toutes les puissances de l'Europe coalisée.

De ces puissances, aucune n'oserait se mesurer avec l'Allemagne trois fois victorieuse contre le Danemark, contre l'Autriche, contre la France, et ces mêmes puissances ne sont pas assez sûres les unes des autres pour entreprendre de détruire l'influence allemande.

Telle est, à notre avis, la situation politique des nations européennes.

*

**

Nous extrayons de la correspondance Havas les quelques lignes qui suivent et qui ne manquent pas d'un certain intérêt :

« S'il faut en croire la *Liberté*, parmi les papiers de l'ex-maréchal Bazaine saisis au fort de Sainte-Marguerite, on aurait trouvé une lettre très-sympathique, très-affectueuse du général Zabala, alors ministre de la guerre en Espagne et commandant en chef de l'armée du Nord, donnant lieu de supposer que des ouvertures auraient été faites à l'ex-maréchal en vue de l'induire à accepter un commandement en Espagne.

La visite de la duchesse de la Torre à l'île Sainte-Marguerite et les lettres du général Zabala auraient déterminé l'ex-maréchal à hâter l'exécution de son projet d'évasion.

